

chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.
Fait à Vichy, le 4 mars 1944.

PIERRE LAVAL.

Par le chef du Gouvernement:

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,
secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement, par intérim,
PIERRE CATHALA.

Groupement interprofessionnel des oléagineux métropolitains.

Par arrêté du 18 février 1944:

Le sous-comité consultatif régional « Pépins de raisin » de la région Côtes-du-Rhône (siège à Lyon) est complété comme suit:
« M. Blanc, à Lugny-les-Mâcon (Saône-et-Loire), représentant les Caves coopératives de vinification ».

La composition du sous-comité consultatif régional « Pépins de raisin » de la région Bourgogne (siège à Lyon) est modifiée comme suit.

« M. Jean Bart, à Marsannay-la-Côte (Côte-d'Or), représentant les Caves coopératives de vinification, en remplacement de M. Blanc.

Commission interministérielle et interprofessionnelle de la viticulture.

Par arrêté du 18 février 1944, M. Jean Volzin, président de l'association de propagande pour le vin, a été nommé membre de la commission interministérielle et interprofessionnelle de la viticulture, en remplacement de M. Henri Boujol, décédé.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 574 du 4 mars 1944 modifiant le décret du 6 juillet 1942 fixant le statut des agents sur contrat du service information propagande du commissariat général à l'éducation générale et aux sports.

Le chef du Gouvernement,

Vu l'acte constitutionnel n° 12;

Vu le décret du 6 juillet 1942 fixant le statut des agents sur contrat du service information propagande du commissariat général à l'éducation générale et aux sports;

Sur la proposition du ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Décide:

Art. 1^{er}. — Les taux moyens des rémunérations mensuelles prévus à l'article 2 du décret du 6 juillet 1942 pour le personnel sur contrat du service information propagande sont fixés de la façon suivante:

Catégorie A: 4.800 fr.
Catégorie B: 3.300 fr.
Catégorie C: 2.100 fr.

Art. 2. — Ces dispositions auront effet à compter du 1^{er} janvier 1944.

Art. 3. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 4 mars 1944.

PIERRE LAVAL.

Par le chef du Gouvernement:

Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale,

ABEL BONNARD.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,
PIERRE CATHALA.

Décret n° 575 du 4 mars 1944 modifiant le décret du 12 novembre 1940 concernant les moniteurs nationaux d'éducation physique et sportive.

Le chef du Gouvernement,

Vu l'acte constitutionnel n° 12;

Vu la loi du 12 novembre 1940 portant organisation des services extérieurs du secrétariat d'Etat à l'instruction publique (commissariat général à l'éducation générale et aux sports);

Vu le décret du 12 novembre 1940 concernant les moniteurs nationaux d'éducation physique et sportive;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Décide:

Art. 1^{er}. — Les taux des rémunérations mensuelles prévus à l'article 1^{er} du décret du 12 novembre 1940 pour les moniteurs nationaux d'éducation physique et sportive sont remplacés par les suivants:

Hors catégorie.....	6.000 fr.
1 ^{re} catégorie.....	5.450
2 ^e catégorie.....	4.900
3 ^e catégorie.....	4.350
4 ^e catégorie.....	3.800
5 ^e catégorie.....	3.250

Art. 2. — Ces dispositions auront effet à compter du 1^{er} janvier 1944.

Art. 3. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 4 mars 1944.

PIERRE LAVAL.

Par le chef du Gouvernement:

Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale,

ABEL BONNARD.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,
PIERRE CATHALA.

Décret n° 576 du 4 mars 1944 modifiant le décret du 12 novembre 1940 concernant les ingénieurs et agents techniques et conseillers techniques du commissariat général à l'éducation générale et aux sports.

Le chef du Gouvernement,

Vu l'acte constitutionnel n° 12;

Vu la loi du 12 novembre 1940 portant organisation de l'administration centrale du secrétariat d'Etat à l'instruction publique (commissariat général à l'éducation générale et aux sports);

Vu le décret du 12 novembre 1940 concernant les ingénieurs et agents techniques et conseillers techniques du commissariat général à l'éducation générale et aux sports;

Sur la proposition du ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Décide:

Art. 1^{er}. — Les taux des rémunérations fixées à l'article 1^{er} du décret du 12 décembre 1940 pour les ingénieurs et agents techniques temporaires recrutés sur contrat dans les conditions prévues par la loi du 12 novembre 1940 sont remplacés par les taux annuels suivants:

Ingénieurs et architectes en chef:	
1 ^{er} échelon.....	70.000 fr.
2 ^e échelon.....	65.000
3 ^e échelon.....	60.000

Ingénieurs et architectes:

1 ^{er} échelon.....	50.000 fr.
2 ^e échelon.....	44.500
3 ^e échelon.....	39.600
4 ^e échelon.....	33.500
5 ^e échelon.....	28.000

Agents techniques:

Hors classe.....	28.000 fr.
1 ^{er} échelon.....	25.500
2 ^e échelon.....	23.200
3 ^e échelon.....	20.900
4 ^e échelon.....	18.600
5 ^e échelon.....	16.300
6 ^e échelon.....	14.000

Art. 2. — Ces dispositions auront effet à compter du 1^{er} janvier 1944.

Art. 3. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 4 mars 1944.

PIERRE LAVAL.

Par le chef du Gouvernement:

Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale,

ABEL BONNARD.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,
PIERRE CATHALA.

Indemnité (beaux-arts).

Par arrêté du 21 février 1944, une indemnité spéciale annuelle a été allouée, à compter du 1^{er} juillet 1943, aux chefs et aux sous-chefs ouvriers du service des eaux de Versailles, Marly et Saint-Cloud.

Le montant de cette indemnité a été fixé à 3.000 fr. pour les chefs et à 2.000 fr. pour les sous-chefs.

Ecole nationale des arts appliqués à l'industrie de Bourges.

Par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale en date du 2 mars 1944, le taux horaire du salaire alloué aux praticiens de l'école nationale des arts appliqués à l'industrie de Bourges est fixé, à compter du 1^{er} janvier 1943, à 25 fr.

Examen d'admissibilité à l'école nationale supérieure des beaux-arts (section d'études normales d'architecture).

Par arrêté du 4 mars 1944, une session de l'examen d'admissibilité à la section d'études normales d'architecture aura lieu, à partir du 13 mars 1944, dans chacun des centres ci-dessous désignés:

Ecoles régionales d'architecture de l'Ile-de-France, à Paris, de Lille, de Lyon, de Marseille, de Rouen, de Rennes, de Toulouse, de Grenoble.

MINISTÈRE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DES COMMUNICATIONS

Décret n° 588 du 4 mars 1944 relatif à l'organisation du comité général d'organisation de l'industrie du cuir.

Le chef du Gouvernement,

Vu l'acte constitutionnel n° 12;

Vu la loi du 16 août 1940 concernant l'organisation provisoire de la production industrielle;